

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
320 chemin de Maquens  
ZI la Bouriette – CS 70069  
CEDEX 09  
11807 CARCASSONNE

CARCASSONNE, le 10/01/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/12/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **CORDIER EXCEL UCCOAR**

Boulevard Henry Bouffet  
BP 1084  
11000 CARCASSONNE

Références : UID11/66-C1-2023-016  
Code AIOT : 0006600047

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2022 dans l'établissement CORDIER EXCEL UCCOAR implanté Boulevard Henry Bouffet BP 1084 11000 CARCASSONNE. L'inspection a été annoncée le 23/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le site d'UCCOAR est le plus gros embouteilleur du département.

La dernière visite du site a été réalisée en 2020.

L'inspection a pour objet de vérifier par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE ».

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CORDIER EXCEL UCCOAR
- Boulevard Henry Bouffet BP 1084 11000 CARCASSONNE
- Code AIOT : 0006600047
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La société UCCOAR a été créée en 1977, est installée depuis 1991 sur le site de SALVAZA à

CARCASSONNE pour le conditionnement de vin (second site de conditionnement du groupe à Clermont l' Hérault). Depuis 2012, la société UCCOAR dépendait du groupe VINADEIS. En 2022, Vinadeis a été vendue à Cordier Invivo Vine par les coopératives de Vendeole et du Val d'orbieu qui étaient les principaux actionnaires. La société fait face à une crise importante et générale dans le milieu du vin.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Situation administrative du site;
- point vis-à-vis des observations formulées lors de l'inspection de 2020 ;
- rejets aqueux

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

D'une façon générale le site est bien géré. L'organisation documentaire est établie. Les thématiques de l'environnement et de la sécurité sont bien prises en considération.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	suites données à l'inspection 2020	Lettre du 17/11/2020	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	situation administrative	Arrêté Préfectoral du 21/05/2008, article 1.2.1	/	Sans objet
3	collecte et rejets des effluents	Arrêté Préfectoral du 21/05/2008, article 3.2.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a été transparent sur l'absence de l'obturateur du réseau pluvial au niveau des aires de déchargement des citernes. Ce constat a déjà été établi en 2020. Le milieu récepteur est le ruisseau de l'Arnouze.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/05/2008, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Liste des Installations Classées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  D'après les actes administratifs, les installations sont réglementées par :  - récépissé de déclaration d'antériorité du 13/02/1995 : préparation et conditionnement de vins sous la rubrique 2251-1,  - arrêté préfectoral du 21/05/2008 :  . Rub 2251-B1 : Capacité autorisée suite à l'inspection 2020 ,680 000 hl/an, Capacité de cuverie : 100 000 hl  . Rub 1510 : entrepôts couverts : non classé  . Rub 1530 : stockage de bois, papier, carton : 4000 m3</p> <p>- courrier préfectoral du 8/6/2022 : changement de raison sociale</p> <p><b>Constats :</b> Le tableau de suivi des rubriques ICPE établi par l'exploitant a été consulté. Il indique: rub 2251: capacité de production de 500 000 hl/an. La production 2022 est de 315 000 hl au jour de la visite et la prévision à fin 2022 est de 350 000 hl. La cuverie du site est de 107 000 hl coté chai et 8000 hl coté usine.  rub 1510 : D'après le guide d'application de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, il convient de considérer les groupes d'IPD distants de moins de 40 m ou situés dans même bâtiment. Les IPD 2 et 3 recensés par l'exploitant doivent donc être regroupés afin de déterminer le classement du site sous la rubrique 1510. Il apparaît que l'installation est soumise à enregistrement au titre de la rubrique 1510. Pour l'inspection, cette installation est nouvellement soumise à enregistrement au titre de la rubrique 1510 avec bénéfice des droits acquis. Les dispositions de l'annexe VIII de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11/04/2017 modifié sont applicables.</p> <p><b>Observations :</b> Compte tenu du changement de nomenclature, l'arrêté préfectoral réglementant les installations doit être modifié. Un arrêté préfectoral complémentaire sera prochainement proposé à M. le préfet afin de prendre en compte la modification de classement de l'installation du fait de l'évolution de la nomenclature des installations classées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : suites données à l'inspection 2020**

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 17/11/2020
<b>Thème(s) :</b> Autre, suites de l'inspection précédente
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Par rapport du 17/11/2020 l'inspection a demandé à l'exploitant de :  - fournir un récolement vis-à-vis des prescriptions applicables aux différentes installations telles que mentionnées au regard des antériorités formulées tout en considérant les dispositions introduites par l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020.  - vérifier, d'après toutes les classes de danger des produits chimiques présents sur le site et en fonction des quantités maximales susceptibles d'être présentes, le classement dans les rubriques ICPE des produits, dont notamment les peroxydes.</p> <p>Dans le tableau des constats 12 observations ont été formulées, 3 faits susceptibles de non conformité et 8 non conformité. Sont repris ci après les SMEDS et les NC:  - NC1: Veiller à la transmission via GIDAF des analyses mensuelles des eaux industrielles réalisées  - SMEDS1 : Un état des lieux de la conformité des réseaux du site et au besoin un plan d'action de mise en conformité doit être fourni</p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- SMEDS2 : Fournir les justificatifs de levée des observations formulées dans le rapport de vérification des installations électriques 2019.</li> <li>- SMEDS3 : Fournir les justificatifs de levée de l'anomalie formulé dans le rapport de vérification de thermographie infrarouge et non levées en interne.</li> <li>-NC2 : Faire réaliser annuellement la vérification du poteau incendie</li> <li>- NC3 : rendre toutes les portes coupe feu utilisables en tout temps, apporter la preuve de l'intégrité de l'ensemble des portes coupe feu du site et de leur caractère EI120, et au besoin fournir un plan d'actions de mise en conformité des portes.</li> <li>- NC4 : Un état des lieux de la conformité des parois coupe-feu du site et au besoin un plan d'actions de mise en conformité doit être fourni.</li> <li>- NC5 : Le volume et la surface des îlots doivent être réorganisés</li> <li>- NC6 : Un porter-à-connaissance au titre des ICPE doit être effectué avec le cas échéant les arguments pour solliciter une adaptation des prescriptions non respectées de l'arrêté du 11 avril 2017</li> <li>- NC7 : Outre l'état des stockages extérieurs prévu avec l'OBS1 précédente, les stockages extérieurs comportant des matières combustibles doit</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Par courriels du 15/12/2020, 01/02/2021 et du 22/07/21 l'exploitant a transmis des éléments de réponse aux observations formulées.</p> <p>Par courrier du 1er février 2021, l'inspection des installations classées à pris en considération les éléments de réponses apportées concernant les points OBS4, OBS6, OBS7, OBS8, OBS9, OBS10, OBS11 ; SMEDS3 ; NC2, NC5 et NC7.</p> <p>Le suivi du plan d'action mis à jour au 05/12/22 mentionne que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les obs 2, 3 et 5 sont soldées et l'obs 12 est toujours en cours. Elle concerne le fonctionnement de l'ensemble des détecteurs incendie. Les zones de risque ont été redéfinies par l'exploitant et des modifications substantielles des implantations des détecteurs ont été réalisées. Pour l'inspection cette obs 12 est désormais sans objet.</li> <li>• La SMEDS 1 est toujours en cours, les plans ont été refaits avec la mise à jour du Plan général V4 du 31/05/21. Celui ci a été consulté. L'obturateur de la zone extérieure de chai permettant de collecter une éventuelle fuite en cas d'accident n'a pas été installé. Au cours de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que les 3 zones de dépotage des camions citernes ne sont pas collectées au réseau des effluents et une éventuelle fuite irait directement au réseau pluvial puis au puis au ruisseau de l'Arnouze.</li> <li>• Les SMEDS 2 et 3 sont soldées. L'exploitant a établi un plan d'action de suivi des remarques formulées dans les rapports de vérification électriques Q18.</li> <li>• Les NC 3 ,4 et 6 sont soldées. Des portes coupe feu ont été ajoutées en sortie des lignes I et H et entre palettiseur de la ligne G6 et filmeuse ligne 6B.</li> </ul> <p>L'exploitant a indiqué que le sujet protection contre la foudre a été pris en considération. Le dossier comprend une étude du risque foudre, une étude technique et des installations de protection contre la foudre ont été installées en 2022.</p> <p>Il a aussi indiqué avoir effectué en 2022 un travail avec le SDIS concernant la défense incendie.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant devra fournir les documents liés à la protection contre la foudre</p> <p>L'obturateur de la zone extérieure de chai permettant de collecter une éventuelle fuite en cas d'accident n'ayant pas été installé, l'exploitant doit fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sous 15j , une procédure organisationnelle avec des mesures techniques temporaires permettant d'éviter tout rejet de substance polluante au milieu naturel en cas de fuite accidentelle au niveau des 3 postes de dépotage ;</li> <li>- sous 6 mois, des propositions de mesures pérennes permettant d'éviter tout rejet de substance polluante au milieu naturel en cas de fuite accidentelle au niveau des 3 postes de dépotage ;</li> <li>- réalisation des travaux retenus sous un délai maximum de 18 mois.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

### N° 3 : collecte et rejets des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/05/2008, article 3.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, AMENAGEMENT DES RESEAUX D'EAUX USEES ET PRE-TRAITEMENTS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> - Conditions de rejets dans le réseau public d'égout : Toutes les eaux usées produites au niveau de l'unité de Carcassonne sont rejetées dans le réseau public d'égouts en vue d'un traitement à la station d'épuration communale. Ce déversement fait l'objet d'une convention de déversement pour une charge de 3 960 kg/j de DCO. Selon les termes de la convention de déversement signée avec la collectivité, les rejets des effluents d'UCCOAR doivent respecter les critères suivants : ➤ le débit envoyé à la station doit être régulé. Le volume maximal rejeté vers la station est de 200 m <sup>3</sup> par jour. ➤ la charge polluante journalière rejetée à la STEP communale ne peut dépasser les seuils suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>▪ DCO &lt; 3 960 kg,</li><li>▪ DBO5 &lt; 2 980 kg,</li><li>▪ MES &lt; 2 000 kg,</li><li>▪ 5,5 &lt; pH &lt; 8,5,</li><li>▪ T° ≤ 30 ° C.</li></ul> Pour garantir ces conditions, le débit rejeté dans le réseau public doit faire l'objet d'une télésurveillance quotidienne. La charge polluante de l'effluent (DCO et MES) sera analysée une fois par semaine sur un échantillon moyen journalier, La DBO5, l'azote total et le phosphore seront analysés une fois par mois sur le même mode d'échantillonnage. Conformément à la réglementation, les résultats mensuels de cette auto surveillance sont communiqués chaque mois aux services de police environnementale (police de l'eau et police des installations classées).
<b>Constats :</b> D'après le suivi réalisé dans l'application GIDAF, des dépassements réguliers des paramètres volumes, DCO et DBO5 apparaissent. L'exploitant a indiqué que la convention de rejets avec la gestionnaire de la STEP a été modifiée en juillet 2021. Le volume de rejet a augmenté de 200 à 300 m <sup>3</sup> par jour et certaines concentrations ont évolué. L'exploitant s'astreint à respecter les normes de rejets prévues dans sa convention. L'exploitant n'a pas demandé via un porter à connaissance à revoir les conditions de rejets du site. Ces éléments n'ont pas été repris par arrêté préfectoral.
<b>Observations :</b> Un arrêté préfectoral complémentaire sera proposé prochainement afin de prendre en compte les modifications apportées aux conditions de rejet de l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet